



**SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
ET COMMISSARIAT AUX COMPTES**

FEDERATION DES SERVICES PUBLICS

Organisation Syndicale

Siège social : 263 rue de Paris – Case n° 547
93516 MONTREUIL CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

- EXERCICE CLOS LE 31/12/2024 -

Cabinet Ouzoulis

Amiens

📍 53/55 avenue d'Italie - CS 60453 - 80094 Amiens Cedex 3 ☎ 03 22 53 27 47 📠 03 22 53 27 49

Paris (siège social)

📍 11 rue des immeubles industriels - CS 41132 - 75543 Paris Cedex 11 ☎ 01 43 73 90 79 📠 01 43 73 92 52

S.A.S. au capital de 200 000 € - RCS Paris B 334 722 832 - Inscrite aux tableaux de l'Ordre - Organisme formateur agréé
Assuré conformément à l'art. 17 al. 1^{er} ord. 19.09.1945 - Commissaire aux comptes inscrit auprès de la cour d'Appel de Paris

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

- EXERCICE CLOS LE 31/12/2024 -

Mesdames, Messieurs les Membres de la Commission Exécutive Fédérale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Commission Exécutive Fédérale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération CGT des Services Publics relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération CGT des Service Publics à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

En application de la loi, nous vous signalons qu'aucun document adressé au membre du Comité Exécutif Fédéral sur la situation financière et les comptes annuels ne nous a été transmis.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Fédération CGT des Services Publics à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau Fédéral.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

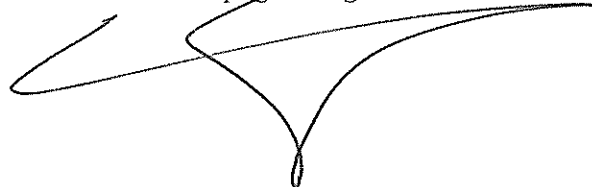
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, 12 septembre 2025

COEXCO (SAS)

Représentée par Vincent OUZOULIAS

*Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris*



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	18 500		18 500	
ACTIF CIRCULANT	Constructions	166 500	51	166 449	
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	617 313	557 219	60 094	57 639
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	885		885	885
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	15		15	15
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	803 213	557 270	245 944	58 539
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	774 416		774 416	1 348 795
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	21 285		21 285	31 759
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	454 611	9 327	445 284	435 300
	DISPONIBILITES	2 750 850		2 750 850	2 012 242
	Charges constatées d'avance	19 860		19 860	17 994
	TOTAL (II)	4 021 021	9 327	4 011 694	3 846 090
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	4 824 235	566 597	4 257 638	3 904 629

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	2 881 750	2 591 240
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	819 833	290 510
	Total des fonds propres (situation nette)	3 701 584	2 881 750
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	3 373	3 883
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	3 373	3 883
	Total des fonds propres	3 704 957	2 885 633
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	91 208	78 503
	Total des provisions	91 208	78 503
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	156 787	391 859
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	98 009	93 021
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	206 677	455 613
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	461 473	940 493
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		4 257 638	3 904 629
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		819 833,45	290 510,41
(1) Dont à moins d'un an		461 473	940 493
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	2 203 084	2 241 618
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	3 148	416
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	472 440	1 552 861
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	279 323	333 653
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	31 007	4 356
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	300 229	335 549
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	208 374	182 337
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits		7 654
Total des produits d'exploitation		3 497 605	4 658 444
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	1 067	1 664
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 968 953	2 807 544
	Aides financières	302 428	1 079 104
	Impôts, taxes et versements assimilés	49 067	45 639
	Salaires et traitements	237 094	254 317
	Charges sociales	98 978	96 846
	Dotation aux amortissements et dépréciations	16 967	33 789
	Dotation aux provisions	12 705	17 787
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	5 815	
Total des charges d'exploitation		2 693 073	4 336 690
RESULTAT D'EXPLOITATION		804 532	321 754

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		804 532	321 754
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	8 137	7 159
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	5 041	10 414
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		13 177	17 573
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		13 177	17 573
RESULTAT COURANT avant impôts		817 709	339 327
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	3 636	54
	Sur opérations en capital	510	510
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	4 146	564
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1 095	48 963
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	1 095	48 963
RESULTAT EXCEPTIONNEL		3 051	(48 399)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		927	418
TOTAL DES PRODUITS		3 514 928	4 676 581
TOTAL DES CHARGES		2 695 094	4 386 071
EXCEDENT ou DEFICIT		819 833	290 510
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Etats financiers au 31/12/2024

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Présentation de l'entité

La Fédération CGT des Services Publics rassemble les personnels des :

- Services publics territoriaux, communes, départements, régions et leurs établissements,
- Services départementaux d'incendie et de secours - SDIS (Sapeurs pompiers),
- Secteurs privés de l'eau, du logement et de la thanatologie (Pompes funèbres),

Elle regroupe 55 397 adhérents (en décembre 2024), organisés en syndicats dans leurs collectivités ou entreprises, pour défendre leurs intérêts d'agents et salariés du service public, en convergence avec les autres salariés, les usagers et les populations.

La fédération s'est munie de :

- Deux Unions fédérales qui jouent un rôle particulier, l'UFICT (regroupe dans ses organisations spécifiques les syndiqués ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise.) et l'UFR (regroupe les sections de retraités de chaque syndicat.).
- Des pôles, des secteurs, des collectifs fédéraux catégoriels ou sectoriels et des délégations.
- Des outils départementaux et régionaux qui coordonnent l'activité des syndicats (CFR, CSD).
- D'un Fond National Fédéral (FNF)
- De la CFC

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence, de régularité et de sincérité au niveau des conventions générales et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels précisées par la référence :

- au règlement ANC n°2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général et ses règlements modificatifs
- ANC n°2018-06 relatif au plan comptable des associations.
- CRC n°2009-10 afférents aux règles comptables des organisations syndicales.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 257 638 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 3 514 928 euros** et un total **charges de 2 695 094 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 819 833 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12 mois**.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciations sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations financières

Les parts sociales que détient la Fédération dans la SCER sont valorisées à leur valeur nominale.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

VMP

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées d'après la méthode FIFO.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Cotisations

Le fait générateur de la comptabilisation des cotisations est l'encaissement effectif des dites cotisations via le logiciel de répartition Cogétise du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Provision Indemnité Départ Retraite/fin de carrière des salariés

La Fédération CGT des Services Publics a signé un contrat d'adhésion à un régime de prévoyance afin de couvrir le versement d'indemnités de fin de carrière à ses salariés. Il s'agit d'un régime à cotisations définies.

La fédération a versé des cotisations à hauteur de 2 722€ en 2024.

Le taux d'indemnité est calculé selon les dispositions prévues au contrat d'adhésion collectif AG2R.

La Fédération a décidée de chiffrer les engagements de retraite, dont le montant valorisé à la date de clôture des comptes annuels s'élève à 91 208 €.

Hypothèse d'évaluation de l'indemnité de départ retraite AG2R Prévoyance

- Salarié ayant plus de 10 ans d'ancienneté : 1 mois de salaire
- Salarié ayant plus de 15 ans d'ancienneté : 2 mois de salaire
- Salarié ayant plus de 20 ans d'ancienneté : 3 mois de salaire
- Salarié ayant plus de 25 ans d'ancienneté : 4 mois de salaire
- Salarié ayant plus de 30 ans d'ancienneté : 6 mois de salaire

TOTAL PROVISION INDEMNITE DEPART RETRAITE 2024 : 39 267 €

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Hypothèse d'évaluation de la bonification de départ en retraite

- Salarié de 1 à 5 ans de présence : 0.5 mois de salaire
- Salarié de 6 à 10 ans de présence : 1 mois de salaire
- Salarié de 11 à 15 ans de présence : 2 mois de salaire
- Salarié de 16 à 20 ans de présence : 2.5 mois de salaire
- Salarié de 21 à 25 ans de présence : 3 mois de salaire
- Salarié de 26 à 30 ans de présence et plus : 4 mois de salaire

TOTAL PROVISION PRIME DE DEPART EN RETRAITE 2024 : 51 941 €

Compléments d'informations

Des bureaux et un salarié à mi-temps de la Fédération des Services Publics sont mis à disposition auprès de l'UFICT CGT des services publics.

La Fédération ne compte pas de contribution volontaire sur cet exercice. Par ailleurs, le nombre de personnes mises à disposition est d'environ 31 équivalents temps plein au titre des droits syndicaux nationaux (CSFPT-CCFP).

Tableau des ressources

Etat exprimé en euros

TABLEAU DES RESSOURCES

2024

Cotisations	2 203 084 €
Prestations de services	472 440 €
Ventes de biens	3 148 €
Subventions	279 323 €
Contributions financières	300 229 €
Dons	31 007 €
Produits financiers	8 137 €

TOTAL RESSOURCES	3 297 368 €
-------------------------	--------------------

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains			18 500			18 500
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement			185 000		18 500	166 500
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	488 846		6 871			495 717
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	109 096		12 501			121 596
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		597 942		222 871		18 500	802 313
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	885					885
	Autres titres immobilisés	15					15
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	900					900
TOTAL		598 842		222 871		18 500	803 213

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre		102	51	51
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	446 340	6 657	389	452 609
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	93 963	12 044	1 397	104 610
CORPORELLES	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
CORPORELLES	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	540 303	18 804	1 837	557 270
	TOTAL	540 303	18 804	1 837	557 270

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	78 503	12 705		91 208
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	78 503	12 705		91 208
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres	14 368		5 041	9 327
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	14 368		5 041	9 327
TOTAL GENERAL		92 871	12 705	5 041	100 535

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		12 705	5 041	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	774 416	774 416	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	21 285	21 285	
	Charges constatées d'avance	19 860	19 860	
	TOTAL DES CREANCES	815 561	815 561	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	156 787	156 787		
	Personnel et comptes rattachés	51 546	51 546		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	42 774	42 774		
	Impôts sur les bénéfices	927	927		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 762	2 762		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	206 677	206 677		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	461 473	461 473		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	2 591 240		290 510		2 881 750
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau		290 510	(290 510)		
Excédent ou déficit de l'exercice	290 510	(290 510)	819 833		819 833
Situation nette	2 881 750		819 833		3 701 584
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	3 883			510	3 373
Provisions réglementées					
TOTAL	2 885 633		819 833	510	3 704 957

1000

Date	Time	Location	Weather	Wind	Temp	Humidity	Pressure	Visibility	Clouds	Moon	Stars	Planets	Other

Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	538 293	704 255	(165 962)	-23,57
Autres créances		23 080	(23 080)	-100,00
TOTAL	538 293	727 335	(189 042)	-25,99

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		19 860	19 860
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			19 860

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros								
	31/12/2024	31/12/2023	%	%	31/12/2024	31/12/2023	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur COEXCO	8 040	8 040	95,04	95,04				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur COEXCO	420	420	4,96	4,96				
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	8 460	8 460	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	8 460	8 460	100,00	100,00				

--

Effectif moyen

		31/12/2024	Interne
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1
	Professions intermédiaires		
	Employés		4
	Ouvriers		
	TOTAL		5

--